

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 Avenue Maunoury
410007 BLOIS CEDEX

Blois, le 07/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



REVIVAL

20, rue Rocheboyer
41100 ST OUEN

Références : 2023-677
Code AIOT : 0010004965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 20, rue Rocheboyer 41100 Saint-Ouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'illigentée suite à un incendie dans une alvéole de stockage de papiers/cartons.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 20, rue Rocheboyer 41100 Saint-Ouen
- Code AIOT : 0010004965
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL assure la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des métaux ferreux et non ferreux, des biens de consommation arrivés en fin de vie (automobiles, déchets d'équipement électriques et électroniques, etc.), ainsi que des matières de récupération (démolitions industrielles, par exemple) et des déchets neufs industriels (chutes de fabrication).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite réactive suite incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Paramètres généraux et valeurs limites de rejet.	Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 11	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des accidents et des incidents	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 2.2	/	Sans objet
2	Dispositif de confinement.	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.1.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des accidents et des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord. L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a informé l'inspection par courriel le jour même du début d'incendie survenu à 13h30. L'exploitant doit transmettre à l'inspection la fiche BARPI sous 15 jours. L'exploitant a utilisé dans un premier temps un RIA pour éteindre le feu qui s'est déclaré dans une alvéole de stockage de papiers/cartons. Les pompiers ont ensuite utilisé environ 45 m3 d'eau pour éteindre l'incendie. Ils ont indiqué que l'additif utilisé ne contenait pas de substances chimiques. La vanne d'isolement a été fermée par l'exploitant dès le début de l'incendie. Les eaux issues de l'incendie ont été retenues dans le bassin de rétention. Il n'y a pas eu de blessé sur le site et pas d'impact environnemental.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de confinement.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés. Ce bassin peut être constitué d'une aire étanche, prévue à cet effet permettant la rétention en toute sécurité des effluents polluants ou susceptibles d'être pollués. Les effluents retenus ne pourront être rejetés que si leur qualité permet de respecter les normes fixées à l'article 11 de l'AP du 13/10/2021 . Dans le cas contraire, ils sont considérés comme des déchets .
Constats : Conforme pour le bassin de confinement.
Observations : Les eaux issues de l'incendie ont été retenues dans le bassin de confinement dont le volume est de 500 m3. L'exploitant doit justifier que les eaux issues de l'incendie sont compatibles avec un rejet en milieu naturel en référence à l'article 11 de l'AP du 13/10/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Paramètres généraux et valeurs limites de rejet.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets aqueux.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Référence du rejet : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées . Paramètres et concentration max en mg/l MES : 30 DCO : 100 DBO5 : 30 Hydrocarbures totaux : 5 Cu et ses composés : 0,5 Fe + Al et leurs composés : 5 Pb et ses composés : 0,5 Zn et ses composés : 2 Cr et ses composés : 0,5 Hg et ses composés : 0,05 Cd et ses composés : 0,02 Ni et ses composés : 0,5 Sn et ses composés : 2
Constats : L'exploitant doit justifier avant rejet dans le milieu naturel des eaux issues de l'incendie que les VLE sont respectées pour tous les paramètres.
Observations : L'exploitant doit justifier avant rejet dans le milieu naturel des eaux issues de l'incendie que les VLE sont respectées pour tous les paramètres. Le cas échéant, les eaux polluées devront être dirigées vers une filière de traitement des déchets dûment autorisée. Les justificatifs d'élimination devront être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet